

§ 2. Pour le centre de Bruxelles, le Ministre règle les modalités pratiques de réalisation de l'expérience en collaboration avec le Secrétaire d'Etat de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, compétent en la matière.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1991.

§ 2. Les expériences pourront être renouvelées pour une période de douze mois, sur base d'un rapport interimaire d'évaluation remis au Ministre pendant le sixième mois de la première période.

Art. 10. Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 août 1991.

### BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. BUSQUIN

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. TOBBACK

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,  
R. DELIZEE

§ 2. In het centrum Brussel worden de praktische modaliteiten van het experiment in samenwerking met de Staatssecretaris voor de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, bevoegd voor de dringende geneeskundige hulpverlening, genomen.

Art. 9. § 1. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1991.

§ 2. De experimenten mogen hernieuwd worden voor een periode van twaalf maanden, op grond van een tussentijds evaluatierapport dat dient te worden overgemaakt aan de Minister in de loop van de zesde maand van de eerste periode.

Art. 10. Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 augustus 1991.

### BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Ph. BUSQUIN

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. TOBBACK

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,  
R. DELIZEE

### MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET MINISTERE DES FINANCES

F. 91 — 2794

12 AOUT 1991. — Arrêté royal réglant le contrôle de la qualité de produits horticoles et de pommes de terre à l'importation et à l'exportation ainsi que dans les échanges avec les Etats Membres de la Communauté Economique Européenne

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois du 11 avril 1983 et du 29 décembre 1990;

Vu la loi du 27 décembre 1938 relative à la création d'un Office national des Débouchés agricoles et horticoles, modifiée par l'arrêté royal du 12 septembre 1955 et par la loi du 11 avril 1983;

Vu le règlement (CEE) n° 1053/72 du Conseil du 18 mai 1972 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes, ainsi qu'il a été modifié;

Vu le règlement (CEE) n° 234/68 du Conseil du 27 février 1968 portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des plantes vivantes et des produits de la floriculture, ainsi qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 14 mars 1972, relatif au commerce intérieur et entre les Etats Membres de la Communauté Economique Européenne et relatif au commerce avec les Pays non-membres de cette Communauté, de bulbes, oignons et tubercules à fleurs et de fleurs coupées fraîches et de feuillage frais;

Vu l'arrêté royal du 27 octobre 1980 relatif au commerce des pommes de terre de primeur et des pommes de terre de consommation modifié par les arrêtés royaux des 22 avril 1988 et 27 janvier 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de coordonner et d'adapter sans retard la réglementation relative au contrôle de la qualité de produits horticoles et de pommes de terre dans le commerce inter-

### MINISTERIE VAN LANDBOUW EN MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 91 — 2794

12 AUGUSTUS 1991. — Koninklijk besluit tot regeling van de kwaliteitscontrole van tuinbouwproducten en aardappelen bij de invoer en de uitvoer alsmede in het handelsverkeer met de lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990;

Gelet op de wet van 27 december 1938 betreffende de oprichting van een Nationale Dienst voor afzet van land- en tuinbouwproducten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 september 1955 en bij de wet van 11 april 1983;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 1035/72 van de Raad van 18 mei 1972 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit, zoals gewijzigd;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 234/68 van de Raad van 27 februari 1968 houdende de totstandbrenging van een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector levende planten en producten van de bloementeelt, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 maart 1972 betreffende de handel in het binnenland en tussen de lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap en betreffende de handel met niet-lid-Staten van deze Gemeenschap, van bloembollen, bloemknollen en van verse snijbloemen en vers snijgroen;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 oktober 1980 betreffende de handel in primeur- en consumptieaardappelen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 april 1988 en 27 januari 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om onverwijld de reglementering betreffende de kwaliteitscontrole van tuinbouwproducten en aardappelen in de internationale handel te coördineren en aan te

national, afin de tenir compte des changements des conditions de marché et des réglementations communautaires et nationales et afin d'assurer la continuité de la politique de qualité dans ce domaine;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères, de Notre Ministre des Finances et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

**1. Produits horticoles :**

— fruits et légumes destinés à être livrés à l'état frais;

— bulbes, oignons et tubercules à fleur, fleurs coupées fraîches et feuillage frais.

**2. Pommes de terre :** pommes de terre de primeur et pommes de terre de consommation.

**3. Contrôle de la qualité :** contrôle de respect des dispositions (CEE) concernant les organisations communes des marchés dans les secteurs des fruits et légumes ainsi que des plantes vivantes et produits de la floriculture, soit des arrêtés royaux des 25 avril 1988 relatif au commerce de légumes et de fruits, 14 mars 1972 relatif au commerce intérieur et entre les Etats Membres de la Communauté Economique Européenne et relatif au commerce avec les pays non-membres de cette Communauté, de bulbes, oignons et tubercules à fleurs et de fleurs coupées fraîches et de feuillage frais, et 27 octobre 1980 relatif au commerce des pommes de terre de primeur et des pommes de terre de consommation.

**4. Exportation :** l'exportation de produits horticoles et des pommes de terre vers des pays qui ne font pas partie de la Communauté Economique Européenne.

**5. Importation :** la mise en libre pratique des produits horticoles et des pommes de terre, originaires des pays qui ne font pas partie de la Communauté Economique Européenne, ainsi que leur mise en entrepôt fictif.

**6. Expédition :** l'expédition des produits horticoles et des pommes de terre vers des pays qui font partie de la Communauté Economique Européenne.

**Art. 2.** Le contrôle de qualité des produits horticoles et des pommes de terre à l'exportation, à l'importation et dans les échanges avec les Etats Membres de la Communauté Economique Européenne, lorsque ce contrôle est prescrit par une réglementation nationale ou communautaire, est exécuté par l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles, dénommé ci-après « Office », conformément aux dispositions du présent arrêté.

**Art. 3. § 1er.** Les opérations de contrôle et la délivrance des documents de contrôle visés par le présent arrêté s'effectuent aux jours, aux heures et dans les lieux à fixer par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions. Le Ministre peut en la matière tenir compte de l'application du règlement (CEE) n° 1062/87 de la Commission du 27 mars 1987 portant dispositions d'application ainsi que des mesures de simplification du régime du transit communautaire.

Les importateurs, les exportateurs et expéditeurs doivent solliciter le contrôle vingt-quatre heures à l'avance auprès de l'Office. En même temps, ils fournissent tous les renseignements relatifs à l'identification du lot, ainsi que toutes les données nécessaires à l'exécution éventuelle du contrôle.

§ 2. L'Office peut assurer un contrôle permanent dans des lieux et pendant des jours et des heures, à fixer par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions si les conditions suivantes sont remplies :

1° accès gratuit à l'infrastructure nécessaire pour réaliser un contrôle efficace;

2° disposition gratuite d'un local chauffé, éclairé et entretenu pour le personnel de contrôle.

Les importateurs, les exportateurs et les expéditeurs qui présentent des marchandises au contrôle, pendant la présence permanente de l'Office, sont exemptés de l'obligation de demander le contrôle visé au § 1er.

§ 3. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions peut également pour les prestations ordinaires et spéciales qu'il détermine, fixer les rétributions à payer par les importateurs, exportateurs et expéditeurs à l'Office. Ces rétributions ne peuvent dépasser le coût réel du contrôle. Il peut fixer la rétribution qu'ils doivent payer si le contrôle ne peut avoir lieu par un fait qui leur est imputable.

**Art. 4.** S'il y a début d'exécution des opérations de contrôle par l'agent délégué, l'exportateur, l'importateur ou l'expéditeur ne peut plus retirer les marchandises du contrôle.

passen ten einde rekening te houden met de gewijzigde communautaire en nationale reglementering en ten einde de continuïteit van het kwaliteitsbeleid inzake deze produkten te verzekeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, van Onze Minister van Financiën en van Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

**1. Tuinbouwprodukten :**

— fruit en groenten die bestemd zijn voor levering in verse toestand;

— bloembollen, bloemknollen en wortelstokken, verse snijbloemen en vers snijgroen.

**2. Aardappelen :** primeur- en consumptieaardappelen.

**3. Kwaliteitscontrole :** controle op de naleving van de bepalingen hetzij van de verordeningen (EEG) m.b.t. de gemeenschappelijke ordeningen der markten in de sectoren groenten en fruit alsmede levende planten en produkten van de bloemteelt, hetzij van de koninklijke besluiten van 25 april 1988 betreffende de handel in groenten en fruit, 14 maart 1972 betreffende de handel in het binnenland en tussen de lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap en betreffende de handel met niet-lid-Staten van deze Gemeenschap, van bloembollen, bloemknollen en van verse snijbloemen en vers snijgroen, en 27 oktober 1980 betreffende de handel in primeur- en consumptieaardappelen.

**4. Uitvoer :** het uitvoeren van tuinbouwprodukten en aardappelen naar landen welke geen deel uitmaken van de Europese Economische Gemeenschap.

**5. Invoer :** het in het vrije verkeer brengen van tuinbouwprodukten en aardappelen, van oorsprong uit niet-Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap, alsmede de opslag in fictief entrepôt.

**6. Verzending :** het verzenden van tuinbouwprodukten en aardappelen naar landen welke deel uitmaken van de Europese Economische Gemeenschap.

**Art. 2.** De kwaliteitscontrole van tuinbouwprodukten en aardappelen bij de uitvoer, de invoer alsmede in het handelsverkeer met lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap, wanneer deze controle voorgeschreven is door een nationale of communautaire reglementering, wordt door de Nationale Dienst voor afzet van land- en tuinbouwprodukten, hierna « Dienst » genoemd, verricht overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

**Art. 3. § 1.** De controleverrichtingen en aflevering van de controle-documenten bedoeld bij dit besluit gebeuren op de dagen, uren en plaatsen te bepalen door de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft. Daarbij kan de Minister rekening houden met de toepassing van verordening (EEG) nr. 1062/87 van de Commissie van 27 maart 1987 houdende uitvoeringsbepalingen en vereenvoudigingsmaatregelen betreffende de regeling voor communautair douanevervoer.

De invoerders, uitvoerders en verzenders moeten vierentwintig uur vooraf de controle aanvragen bij de Dienst. Terzelfdertijd verstrekken zij alle inlichtingen betreffende de identiteit en de bestemming van de partij alsmede alle gegevens die nodig zijn voor een eventuele uitvoering van de controle.

§ 2. De Dienst kan op door de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft te bepalen controleplaatsen en tijdens door hem te bepalen dagen en uren, bestendig controle verzekeren indien de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° kosteloze beschikking over de nodige infrastructuur om een degelijke controle mogelijk te maken;

2° kosteloze beschikking over een verwarmd, verlicht en onderhouden kantoor voor het controlepersoneel.

Invoerders, uitvoerders en verzenders die tijdens die uren van bestendige aanwezigheid van de Dienst goederen ter controle aanbieden, worden ontslagen van de in § 1 bedoelde verplichting tot controle-aanvraag.

§ 3. De Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft kan eveneens voor de gewone en bijzondere prestaties die hij bepaalt, de vergoedingen vaststellen die door de invoerders, uitvoerders en verzenders aan de Dienst dienen betaald te worden en die de werkelijke kost van de controle niet mogen overschrijden. Hij kan de vergoeding bepalen die zijn dienen te betalen indien de controle niet kan plaatshebben door een feit dat hen kan worden aangerekend.

**Art. 4.** Indien de controleverrichtingen door de daartoe belaste ambtenaar een aanvang hebben genomen, kan de uitvoerder, de invoerder of de verzender, de goederen aan de controle niet meer onttrekken.

Les marchandises ne sont libérées que par la délivrance de l'un des documents de contrôle, visés aux articles 5 à 8 du présent arrêté, en vertu duquel les marchandises sont admises ou refusées à l'importation, à l'exportation ou à l'expédition.

Aussi longtemps que l'importation, l'exportation ou l'expédition n'a pas été accomplie l'Office peut soumettre une marchandise déjà contrôlée et admises à un nouveau contrôle et transformer éventuellement l'admission en refus.

Les agents de contrôle ne sont tenus de procéder au contrôle que si les importateurs, les exportateurs et les expéditeurs leur présentent la marchandise dans des conditions telles que ce contrôle peut s'effectuer d'une manière efficace.

**Art. 5.** Pour les expéditions vers un Etat Membre de la Communauté Economique Européenne, l'Office décide dans chacun des cas si le lot déclaré doit être soumis à un contrôle effectif.

Si l'Office ne procède pas au contrôle, il délivre à l'expéditeur un accusé de réception, conforme au modèle fixé par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions. Le premier exemplaire de l'accusé de réception accompagne la marchandise; le deuxième, l'exemplaire vert est retenu par la douane et renvoyé à l'Office; le troisième exemplaire reste auprès de l'expéditeur.

Si par contre un contrôle est réellement effectué, les dispositions suivantes du présent arrêté sont applicables.

**Art. 6.** L'agent chargé du contrôle vérifie la marchandise par coup de sonde; à cette fin il contrôle une quantité de produits suffisamment grande pour pouvoir juger le lot entier.

Si la marchandise correspond à la réglementation en vigueur, il délivre pour une exportation ou une expédition en trois exemplaires conforme au modèle fixé par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions. A l'importation, il délivre un certificat de contrôle à l'importation en double exemplaire conformément au modèle fixé par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

Si le contrôle à l'exportation ou à l'expédition a lieu à un poste de contrôle, situé à l'intérieur du pays, ou, en général, si l'expédition ou l'exportation ne s'effectue pas immédiatement après le contrôle, les moyens de transport peuvent être scellés. Ce scellement éventuel est mentionné sur le certificat de contrôle. Ce certificat de contrôle pour l'exportation ou l'expédition mentionné également une durée de validité fixée par l'Office compétent.

Un exemplaire du certificat est destiné à l'importateur, l'exportateur ou à l'expéditeur; l'exemplaire vert est retenu par les services de la douane lors de l'importation, de l'exportation ou de l'expédition et est renvoyé à l'Office; le troisième exemplaire accompagne dans le cas d'une exportation ou d'une expédition, les marchandises.

**Art. 7.** Si lors de l'importation, le contrôle de qualité ne peut pas, ou seulement partiellement s'effectuer par l'Office au bureau douanier compétent, l'Office peut donner à l'importateur une autorisation de contrôle différé à l'importation conforme au modèle fixé par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions dont il ressort que le contrôle peut être reporté vers un lieu à déterminer par l'Office. Ce document doit être remis au bureau de douane compétent avant l'importation et sera renvoyé à l'Office au lieu d'entrée.

Un exemplaire de l'autorisation de contrôle différé à l'importation est destiné au service de douane. Un autre exemplaire est destiné à l'Office au lieu d'entrée et le troisième accompagne les marchandises.

**Art. 8. § 1er.** Si la marchandise ne correspond pas à la réglementation nationale ou communautaire, l'agent chargé du contrôle délivre un certificat de refus conforme au modèle fixé par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions attestant que la marchandise est entièrement ou partiellement refusée pour l'importation, l'exportation ou l'expédition. Pour les produits qui ont été soumis au contrôle différé prévu à l'article 7 du présent arrêté, il communique à la douane si les marchandises doivent être entièrement ou partiellement réexportées ou détruites.

En outre, il peut :

1° marquer tous les emballages ou une partie de ceux-ci par un signe très visible et indélébile;

2° si la nature de la marchandise s'y prête, marquer la marchandise elle-même de la façon prévue sous 1°;

De goederen worden slechts vrijgegeven door het afleveren van één der controledocumenten bedoeld bij de artikelen 5 tot 8 van dit besluit waardoor naar gelang het geval, de goederen tot de invoer, de uitvoer of de verzending toegelaten of geweigerd worden.

Zolang de invoer, de uitvoer, of de verzending niet is voltrokken kan de Dienst een reeds gecontroleerde en goedgekeurde waar aan een nieuwe controle onderwerpen, en gebeurlijk zelfs de goedkeuring in afkeuring omzetten.

De controleambtenaren dienen de controle alleen dan te verrichten wanneer de invoerders, de uitvoerders of de verzenders de waar in dergelijke omstandigheden aanbieden dat die controle doelmatig kan worden verricht.

**Art. 5.** Voor verzendingen naar lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap beslist de Dienst, in elk geval afzonderlijk of de aangegeven partij aan een daadwerkelijke controle wordt onderworpen.

Ingeval de Dienst geen controle verricht levert hij aan de verzender een in drievoud opgemaakt bewijs van ontvangst af overeenkomstig het model dat door de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft wordt vastgesteld. Het eerste exemplaar van het bewijs van ontvangst vergezelt de waar; het tweede, het groene exemplaar, wordt door de douanediensdiensten ingehouden en teruggezonden naar de Dienst; het derde exemplaar blijft bij de verzender.

Indien echter wel controle geschiedt zijn de navolgende bepalingen van dit besluit toepasselijk.

**Art. 6.** De met controle belaste ambtenaar ziet de waar steekproefsgewijze na; daartoe controleert hij een hoeveelheid produkten die voldoende is om de kwaliteit van de gehele partij te kunnen beoordelen.

Indien de waar aan de bestaande reglementering beantwoordt, levert hij bij uitvoer of verzending een in drievoud opgemaakt controlebewijs bij uitvoer of verzending af overeenkomstig het model dat wordt vastgesteld door de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft. Bij invoer levert hij een in dubbel opgemaakt controlebewijs bij invoer af, overeenkomstig het model dat wordt vastgesteld door de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

Indien de controle bij uitvoer of verzending plaats heeft op een in het binnenland gelegen controlepost of, in het algemeen, indien de verzending of de uitvoer niet onmiddellijk na de controle plaats heeft, kunnen daarenboven de vervoermiddelen worden verzegeld. Van deze eventuele verzegeling wordt op het controlebewijs melding gemaakt. Dit controlebewijs voor uitvoer of verzending vermeldt tevens de geldigheidsduur die door de Dienst wordt vastgesteld.

Een exemplaar van het controlebewijs is bestemd voor de invoerder, de uitvoerder of de verzender; het groene exemplaar wordt door de douanediensdiensten bij de invoer, de uitvoer of de verzending ingehouden en teruggezonden aan de Dienst; het derde, in geval van uitvoer of verzending vergezelt de waar.

**Art. 7.** Indien bij invoer de kwaliteitscontrole door de Dienst niet, of slechts gedeeltelijk kan worden verricht op het bevoegde douanekantoor, kan de Dienst aan de invoerder een toelating tot uitgestelde controle bij invoer afleveren overeenkomstig het model dat wordt vastgesteld door de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft waaruit blijkt dat de controle mag worden verlegd naar een door de Dienst bepaalde plaats. Dit document moet vóór de invoer op het bevoegde douanekantoor worden afgegeven en wordt teruggezonden naar de Dienst op de plaats van invoer.

Een exemplaar van de toelating tot uitgestelde controle bij invoer is bestemd voor de douanediens. Een ander exemplaar is bestemd voor de Dienst op de plaats van invoer en het derde vergezelt de waar.

**Art. 8. § 1.** Beantwoordt de waar niet aan de nationale of communautaire reglementering, dan levert de met de controle belaste ambtenaar een bewijs van weigering af, overeenkomstig het model dat wordt vastgesteld door de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, waaruit blijkt dat de waar geheel of gedeeltelijk voor invoer, uitvoer of verzending geweigerd wordt. Voor produkten die onderworpen werden aan de uitgestelde controle voorzien in artikel 7 van dit besluit, deelt hij aan de douane mede of de goederen geheel of gedeeltelijk uitgevoerd of vernietigd moeten worden.

Tevens kan hij :

1° al de verpakkingen of een gedeelte ervan met een duidelijk zichtbaar en onuitwisbaar teken merken;

2° indien de aard van de goederen zich ertoe leent, de goederen zelf merken op de manier voorgeschreven onder 1°;

3° en cas de réexportation, sceller les lots à exporter.

§ 2. Si l'importateur, l'exportateur ou l'expéditeur refuse de soumettre les emballages ou les marchandises au marquage prévu au § 1er ou refuse de réexporter ou de détruire entièrement ou partiellement les marchandises qui ont été contrôlées sous la procédure de l'article 7 du présent arrêté, l'agent chargé du contrôle peut saisir entièrement ou partiellement le lot présenté au contrôle.

**Art. 9.** Pour les pommes de terre qui sont d'origine étrangère le contrôle se limite, lors de la réexportation, à la vérification de l'emballage.

Si à la suite de ce contrôle, il appert que les produits sont restés dans leur emballage d'origine et que celui-ci est resté intact, l'exportation est admise sans que le produit et l'emballage doivent répondre à la réglementation nationale.

L'agent chargé du contrôle délivre un document de contrôle visé aux articles 5 et 6 du présent arrêté, avec la mention « produit étranger — non soumis à la réglementation de qualité ».

Si l'origine étrangère ne peut être déterminée avec certitude au vu de l'emballage d'origine ou si cet emballage a été transformé ou n'est plus intact, la réglementation nationale reste d'application.

**Art. 10. § 1er.** Les services de la douane n'autorisent l'importation, l'exportation ou l'expédition de la marchandise que si :

1. la marchandise est dûment couverte par un certificat de contrôle visé à l'article 6, par un accusé de réception visé à l'article 5 ou par le document visé à l'article 7 du présent arrêté;

2. le document de contrôle concorde, en ce qui concerne le nom de l'exportateur, de l'expéditeur ou de l'importateur, avec, le cas échéant, la licence;

3. à l'exportation et à l'expédition, le délai de validité du certificat de contrôle n'est pas expiré;

4. à l'exportation et à l'exportation et à l'expédition, les scellés apposés sont intacts.

§ 2. Les dispositions du § 1er de cet article ne sont pas applicables à des expéditions vers les Pays-Bas ou le Grand-Duché de Luxembourg.

§ 3. Les services de la douane autorisent aussi l'expédition ou l'exportation des produits horticoles, pour lesquels des normes communes de qualité sont fixées si la marchandise est dûment couverte par, le cas échéant, un accusé de réception visé à l'article 5 ou par un certificat de contrôle visé à l'article 6, délivré par les services compétents du Grand-Duché de Luxembourg ou des Pays-Bas.

§ 4. Si un doute existe quant à la nature ou la destination de la marchandise, les services de la douane demandent l'intervention de l'Office. Celui-ci est habilité à vérifier auprès de l'importateur et auprès des vendeurs ensuite, la destination qui est donnée aux marchandises importées afin d'éviter leur introduction dans l'alimentation humaine.

§ 5. Les dispositions de cet article ne sont pas d'application pour des produits faisant l'objet de petits envois ou qui font partie des bagages personnels des voyageurs.

**Art. 11.** Pour l'application du présent arrêté les envois de produits horticoles ou de pommes de terre ne sont à considérer comme importation, exportation ou expédition que s'ils dépassent les minima fixés par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

**Art. 12.** Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions peut déterminer les conditions dans lesquelles l'Office peut organiser la délivrance et l'établissement des documents de contrôle à l'exportation ou à l'expédition selon une procédure simplifiée ainsi que celles suivant lesquelles l'Office peut organiser lors de la surveillance administrative du contrôle de qualité, la collaboration des secteurs de la production et de la commercialisation des produits horticoles et des pommes de terre.

**Art. 13.** L'article 4 de l'arrêté royal du 14 mars 1972, relatif au commerce intérieur et entre les Etats Membres de la Communauté, Economique Européenne et relatif au commerce avec les pays non-membres de cette Communauté, de bulbes, oignons et tubercules à fleurs et de fleurs coupées fraîches et de feuillage frais, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Le contrôle à l'exportation et à l'importation visé aux articles 2 et 3 de cet arrêté se fait par l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 12 août 1991 réglant le contrôle de la qualité de produits horticoles et de pommes de terre à l'importation et à l'exportation ainsi que dans les échanges avec les Etats Membres de la Communauté Economique Européenne ».

3° bij wederuitvoer, de uit te voeren partijen verzegelen.

§ 2. Indien de invoerder, de uitvoerder of de verzender weigert de verpakking of waar overeenkomstig § 1 te laten merken, of weigert de goederen, die onder de procedure van artikel 7 van dit besluit werden gekeurd, geheel of gedeeltelijk wederuit te voeren of te vernietigen, kan de met controle belaste ambtenaar de ter controle aangeboden partijen geheel of gedeeltelijk in beslag nemen.

**Art. 9.** Voor aardappelen die van vreemde oorsprong zijn, beperkt zich de controle, bij de wederuitvoer, tot het nazien van de verpakking.

Wanneer blijkt deze controle de produkten in hun oorspronkelijke verpakking ongeschonden is gebleven, wordt de uitvoer toegestaan zonder dat het produkt en de verpakking moeten beantwoorden aan de nationale reglementering.

De met de controle belaste ambtenaar levert een controledocument af bedoeld bij de artikelen 5 en 6 van dit besluit, met de vermelding « vreemd produkt — niet onderworpen aan de kwaliteitsreglementering ».

Wanneer de vreemde oorsprong niet duidelijk blijkt uit de oorspronkelijke verpakking of wanneer deze verpakking gewijzigd of geschonden is, dan blijft evenwel de nationale reglementering van toepassing.

**Art. 10. § 1.** De douanediens ten laten de invoer, de uitvoer of de verzending van de waar slechts toe mits :

1. de waar behoorlijk gedekt is door een controlebewijs bedoeld bij artikel 6, door een bewijs van ontvangst bedoeld bij artikel 5 of door het document bedoeld bij artikel 7 van dit besluit;

2. het controledocument, wat betreft de naam van de uitvoerder, de verzender of de invoerder, desgevallend overeenstemt met de vergunning;

3. bij uitvoer en bij verzending, de geldigheidsduur van het controlebewijs niet verstreken is;

4. bij uitvoer en verzending in voorkomend geval de aangebrachte verzegeling ongeschonden is.

§ 2. De bepalingen van § 1 van dit artikel zijn niet van toepassing op verzendingen naar Nederland of het Groothertogdom Luxemburg.

§ 3. De douanediens ten laten de uitvoer of verzending van tuinbouwprodukten, waarvoor gemeenschappelijke kwaliteitsnormen werden vastgelegd, ook toe indien de zending behoorlijk gedekt is, naargelang het geval, door een bewijs van ontvangst bedoeld in artikel 5 of door het controlebewijs bedoeld in artikel 6 afgeleverd door de bevoegde diensten van het Groothertogdom Luxemburg of Nederland.

§ 4. Indien er twijfel bestaat betreffende de aard en de bestemming van de waren vragen de douanediens ten de tussenkomst van de Dienst. Deze laatste mag bij de invoerder en later bij de verkopers nagaan welke bestemming aan de ingevoerde waren worden gegeven ten einde te voorkomen dat zij voor menselijke voeding worden gebruikt.

§ 5. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op goederen vervat in kleine zendingen of die deel uitmaken van de persoonlijke bagage van reizigers.

**Art. 11.** Voor de toepassing van dit besluit worden zendingen van tuinbouwprodukten of aardappelen slechts beschouwd als invoer, uitvoer of verzending indien zij de minima vastgesteld door de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft overschrijden.

**Art. 12.** De Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft kan de voorwaarden bepalen waarin de Dienst de aflevering en de invulling van de controledocumenten bij uitvoer of verzending kan organiseren volgens een vereenvoudigde procedure alsmede de voorwaarden bepalen waarin de Dienst de medewerking van de sectoren van de produktie en de verhandeling van tuinbouwprodukten en aardappelen kan organiseren bij het administratief toezicht op de kwaliteitscontrole.

**Art. 13.** Artikel 4 van het koninklijk besluit van 14 maart 1972 betreffende de handel in het binnenland en tussen de lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap en betreffende de handel met niet-lid-Staten van deze Gemeenschap, van bloembollen en bloemknollen en van verse snijbloemen en vers snijgroen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4. De controle bij de uitvoer en de invoer bedoeld bij artikelen 2 en 3 van dit besluit wordt verricht door de Nationale Dienst voor afzet van land- en tuinbouwprodukten, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 tot regeling van de kwaliteitscontrole van tuinbouwprodukten en aardappelen bij de invoer en de uitvoer alsmede in het handelsverkeer met de Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap ».

**Art. 14.** Les trois derniers alinéas de l'article 10 de l'arrêté royal du 27 octobre 1980 relatif au commerce des pommes de terre de primeur et des pommes de terre de consommation, modifié par les arrêtés royaux des 22 avril 1988 et 27 janvier 189, sont remplacés par la disposition suivante :

« En cas d'exportation vers des pays non-membres de la Communauté Economique Européenne et en cas d'expédition vers des Etats Membres de la Communauté Economique Européenne, le contrôle définitif se fait conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 12 août 1991 réglant le contrôle de la qualité de produits horticoles et de pommes de terre à l'importation et à l'exportation ainsi que dans les échanges avec les Etats Membres de la Communauté Economique Européenne ».

**Art. 15. § 1er.** Sont abrogés :

1. l'arrêté ministériel du 26 juillet 1962 fixant les mesures de contrôle à l'exportation et l'importation de certains produits agricoles et horticoles, modifié par les arrêtés royaux des 6 mai 1966 et 26 mars 1971;

2. l'arrêté royal du 22 juillet 1970 fixant les mesures de contrôle à l'expédition vers les Etats Membres de la Communauté Economique Européenne de certains produits agricoles et horticoles, modifié par l'arrêté royal du 26 mars 1971.

§ 2. Sont abrogés dans la mesure où ils concernent les produits visés par le présent arrêté :

1. l'arrêté ministériel du 27 juillet 1961 fixant les mesures de contrôle à l'exportation de produits agricoles et horticoles, modifié par l'arrêté ministériel du 26 juillet 1962 et par l'arrêté royal du 26 mars 1971;

2. l'arrêté ministériel du 5 décembre 1961 fixant les postes de contrôle à l'intérieur du pays lors de l'exportation de produits agricoles et horticoles, modifié par l'arrêté ministériel du 30 mai 1962 et l'arrêté royal du 31 juillet 1969.

**Art. 16.** Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture et de la pêche maritime.

**Art. 17.** L'arrêté royal du 21 mars 1989 réglant le contrôle de la qualité de produits horticoles et de pommes de terre à l'importation et à l'exportation ainsi que dans les échanges avec les Etats Membres de la Communauté Economique Européenne est rapporté.

**Art. 18.** Notre Ministre des Affaires étrangères, Notre Ministre des Finances et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 12 août 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
**M. EYSKENS**

Le Ministre des Finances,  
**Ph. MAYSTADT**

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,  
**P. DE KEERSMAEKER**

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

F. 91 — 2795

**13 AOUT 1991.** — Arrêté ministériel réglant le contrôle de la qualité de produits horticoles et de pommes de terre à l'importation et à l'exportation ainsi que dans les échanges avec les Etats Membres de la Communauté économique européenne

Le Ministre des Affaires étrangères,  
Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 réglant le contrôle de la qualité de produits horticoles et de pommes de terre à l'importation et à l'exportation ainsi que dans les échanges avec les Etats Membres de la Communauté économique européenne;

**Art. 14.** De drie laatste leden van artikel 10 van het koninklijk besluit van 27 oktober 1980 betreffende de handel in primeur- en consumptieaardappelen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 april 1988 en 27 januari 1989, worden vervangen door de volgende bepaling :

« Bij uitvoer naar niet-lid-Statens van de Europese Economische Gemeenschap en bij verzending naar lid-Statens van de Europese Economische Gemeenschap geschiedt de definitieve controle overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 tot regeling van de kwaliteitscontrole van tuinbouwprodukten en aardappelen bij de invoer en de uitvoer alsmede in het handelsverkeer met de lid-Statens van de Europese Economische Gemeenschap ».

**Art. 15. § 1.** Opgeheven worden :

1. het ministerieel besluit van 26 juli 1962 tot vaststelling der controlemaatregelen bij de uitvoer en de invoer van sommige land- en tuinbouwprodukten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 mei 1966 en 26 maart 1971;

2. het koninklijk besluit van 22 juli 1970 tot vaststelling van de controlemaatregelen bij de verzendingen naar lid-Statens van de Europese Economische Gemeenschap van sommige land- en tuinbouwprodukten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 maart 1971.

§ 2. Worden opgeheven in zover zij de produkten betreffen die bedoeld zijn bij dit besluit :

1. het ministerieel besluit van 27 juli 1961 tot vaststelling van de controlemaatregelen bij de uitvoer van land- en tuinbouwprodukten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 26 juli 1962 en bij het koninklijk besluit van 26 maart 1971;

2. het ministerieel besluit van 5 december 1961 tot vaststelling der controleposten in het binnenland bij de uitvoer van land- en tuinbouwprodukten gewijzigd bij het ministerieel besluit van 30 mei 1962 en het koninklijk besluit van 31 juli 1969.

**Art. 16.** Overtreding van de bepalingen van dit besluit wordt opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten.

**Art. 17.** Het koninklijk besluit van 21 maart 1989 tot regeling van de kwaliteitscontrole van tuinbouwprodukten en aardappelen bij de invoer en de uitvoer alsmede in het handelsverkeer met de lid-Statens van de Europese Economische Gemeenschap wordt ingetrokken.

**Art. 18.** Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 12 augustus 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
**M. EYSKENS**

De Minister van Financiën,  
**Ph. MAYSTADT**

De Staatssecretaris voor Landbouw,  
**P. DE KEERSMAEKER**

**MINISTERIE VAN LANDBOUW**

N. 91 — 2795

**13 AUGUSTUS 1991.** — Ministerieel besluit tot regeling van de kwaliteitscontrole van tuinbouwprodukten en aardappelen bij de invoer en de uitvoer, alsmede in het handelsverkeer met de lid-Statens van de Europese Economische Gemeenschap

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 tot regeling van de kwaliteitscontrole van tuinbouwprodukten en aardappelen bij de invoer en de uitvoer, alsmede in het handelsverkeer met de lid-Statens van de Europese Economische Gemeenschap;